

## La rébellion burundaise exige plus de sites de cantonnement

PANA, 12/06/2008 Bujumbura, Burundi - Au moins six sites de cantonnement seraient nécessaires pour contenir les milliers de combattants du Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL) en attente de démobilisation, a déclaré une source proche du dernier mouvement rebelle encore actif au Burundi. Le PALIPEHUTU-FNL et le gouvernement central de Bujumbura sont liés depuis septembre 2006 par un accord de cessez-le-feu dont la mise en application effective bute sur un certain nombre de points de divergence. Dans l'état actuel des négociations, la partie gouvernementale ne serait d'accord que sur quatre sites, qu'elle trouve "assez suffisants", pour contenir les candidats rebelles à la démobilisation, au désarmement et à la réintégration.

Mais, selon Anatole Bacanamwo, le porte-parole du PALIPEHUTU-FNL au sein du mécanisme conjoint de vérification et de suivi (MCVS) de l'accord global de cessez-le-feu, il faudrait bien plus de sites pour regrouper tous les combattants rebelles encore dispersés dans différents endroits du pays. Le PALIPEHUTU-FNL avance invariablement le chiffre de plus de 15.000 hommes pour réclamer plus de sites de cantonnement. Le pouvoir de Bujumbura estime que le PALIPEHUTU-FNL ne compte que de 3.000 hommes, chiffre sur la base duquel a du reste commencé le ravitaillement des combattants rebelles en vivres et médicaments. "Nous n'irons nul part si l'on n'accepte pas au moins six zones de cantonnement dans les différentes provinces où se trouvent nos combattants", a clairement laissé entendre le porte-parole du PALIPEHUTU-FNL au MCVS, lors d'une conférence de presse. Les sites officiels de cantonnement déjà identifiés se trouvent dans Bujumbura-Rural, frontalière de la capitale burundaise et à Bubanza, une province de l'Ouest du Burundi. La rébellion exige des sites supplémentaires dans Cibitoke et Kayanza, deux autres provinces du Nord-Ouest du pays et fiefs traditionnels du PALIPEHUTU-FNL. D'autres questions continuent à diviser le pouvoir et la rébellion, comme l'avenir politique du PALIPEHUTU-FNL et de ses dirigeants d'après qu'un accord d'un cessez-le-feu durable aura été trouvé pour mettre fin à plus de 14 ans de guerre civile. Des dirigeants du PALIPEHUTU-FNL et du gouvernement sont rendus dernièrement en Afrique du Sud pour discuter des points encore pendents dans l'accord préliminaire de cessez-le-feu. L'Afrique du Sud assure la médiation dans le conflit burundais et aurait arraché aux parties belligères un engagement à favoriser le dialogue et à s'abstenir de toute nouvelle confrontation après les violents combats du mois d'avril dernier qui ont fait plus de 120 morts à Bujumbura et ses environs immédiats.